

DANS CE NUMÉRO

Action mondiale pour le climat

- Parlons d'environnement: ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas

Reportage photos: les actions pour le climat du 20 septembre

- Canada
- Partout dans le monde

Action mondiale pour le climat

Parlons d'environnement: ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS DE L'ACTION MONDIALE POUR LE CLIMAT

Pour répondre aux questions des lecteurs, *Le Renouveau* s'est entretenu avec des jeunes qui mènent la grève pour le climat au Québec, avec le porte-parole du PMLC sur les questions liées à l'environnement, le professeur Dougal MacDonald, avec le journaliste du *LML* K.C. Adams, et avec

Pierre Chénier, secrétaire du Centre ouvrier du Parti marxiste-léniniste sur le sujet : « *Quand on parle de l'environnement - qu'est-ce qui est pertinent et qu'est-ce qui ne l'est pas ?* »

***Le Renouveau* : Nous allons commencer avec les jeunes. Parlez-nous des actions que vous organisez au Québec le 27 septembre.**

Réponse : Nous serons nombreux, c'est certain. Des actions ont lieu dans les villes et municipalités partout au Québec. Les organisateurs montréalais prévoient quelque 350 000 personnes. En Outaouais, dans l'Ouest du Québec, nous allons traverser la rivière jusqu'au Parlement et nous allons signifier un avertissement au gouvernement du Canada.

***Le Renouveau* : Quelles sont les principales revendications ?**

Réponse : Chacun parle en son propre nom et pose ses exigences sur ses pancartes. Tout le monde peut les voir. En même temps, nous pouvons dire qu'en tant que collectif, nous sommes tout à fait clairs : en ce qui concerne l'environnement naturel, les dommages causés quotidiennement sont principalement le résultat de la poursuite du profit aveugle des gens d'affaires et des gouvernements à leur service. La science existe pour que nous ayons un monde durable. Beaucoup d'entre nous en tant qu'individus portons attention à être écologiquement conscients dans la façon dont nous vivons mais les dommages à l'environnement ne sont pas la faute du comportement individuel. Nous n'avons pas voix au chapitre pour ce qui est de fixer l'orientation de l'économie ni de pouvoir pour tenir les pollueurs responsables de leurs actions. Cela soulève une question très importante: le besoin de trouver les moyens de nous donner le pouvoir de décider parce que sans cela, comment pouvons-nous garantir notre avenir ? C'est illusoire. Dans leurs discussions, les jeunes se demandent qui décide, où et comment les décisions se prennent. Le fait que dans le monde entier de grandes manifestations ont lieu nous informe sur ce à quoi ressemble le pouvoir du peuple, et ce sont les jeunes qui sont le fer de lance. Ce que la majorité veut ne peut être nié. Elle doit s'organiser pour obtenir ce qu'elle veut !



Grève étudiante pour le climat, Montréal, 15 mars 2019

***Le Renouveau* : En effet ! Même si diverses forces tentent d'accaparer ce mouvement des jeunes, nous avons là une démonstration de ce à quoi ressemble le pouvoir du peuple. Réprimer la majorité est un travail à temps plein pour ceux qui sont déterminés à maintenir leur emprise sur le pouvoir de décision. Cela nous amène à notre prochaine question: il y a présentement une tentative de séduire les Canadiens sur la question de l'environnement avec**

ce qu'on appelle un New Deal Vert. Que pense le PMLC de cette affaire?

Dougal Macdonald : Lorsqu'on examine le New Deal Vert, il faut d'abord se rappeler que le problème crucial de la protection de l'environnement naturel doit être abordé en gardant à l'esprit qui contrôle l'économie et les processus décisionnels. C'est sûr que tous les investissements doivent être faits en tenant compte de leur impact sur l'environnement et certains sont sans aucun doute plus écologiques que d'autres. Toutefois, tant que le discours sur ces questions n'est pas entre les mains des citoyens, le résultat n'est pas entre leurs mains non plus.



Au Canada, c'est la résistance aux stratagèmes pour payer les riches et au vol et au pillage de la terre et des ressources qui protège l'environnement. L'engagement des peuples autochtones à défendre leurs droits ancestraux en tant que gardiens de la terre est fondamental, tout comme les initiatives des jeunes pour se construire un avenir meilleur.

Tout le monde veut un environnement naturel sain et le PMLC s'oppose aux tentatives de diviser les gens sur la manière de protéger l'environnement.

K.C. Adams : Je partage ce qui vient d'être dit. C'est pourquoi je voudrais commencer par quelques observations sur le New Deal Vert.

Le manifeste du New Deal Vert est un document d'aspiration dans son ton général. Il cherche à se tailler une place sur les questions liées aux changements climatiques et aux droits des peuples autochtones. Il contient un large éventail d'objectifs politiques. Il appelle les partis cartellisés et les responsables politiques à mettre en oeuvre le New Deal Vert. Le langage est très dramatique au point d'être mélodramatique.

Le Renouveau : Pouvez-vous nous expliquer ce que vous entendez par document d'aspiration ?

K.C. Adams : C'est qu'il appelle les gens à s'unir pour faire pression sur les gouvernements, les partis cartellisés et leurs militants politiques pour les convaincre de lutter contre les changements climatiques et de faire en sorte que les peuples autochtones soient intégrés au courant dominant de la vie économique et politique. Plus important encore, il signale un effort plus large pour amener les citoyens à s'aligner derrière le mouvement des oligarques financiers pour les investissements verts et que ceux-ci soient acceptés par les partis cartellisés. Tout indique que cela fait partie d'une campagne de relations publiques de l'oligarchie financière pour ouvrir de nouvelles opportunités d'investissement pour ceux qui possèdent et contrôlent la richesse sociale. Cette campagne de relations publiques a pour but de faire accepter par le public les stratagèmes pour payer les riches par des investissements privés dans les sources d'énergie alternatives et les secteurs apparentés, comme ceux des véhicules électriques et de la construction écologique. Les partenariats public-privé dans tous les différents secteurs de ce que l'on appelle l'investissement vert en font également partie. Qui profite de ces partenariats public-privé est un problème auquel les Canadiens s'attaquent en ce moment, car jusqu'à présent, au nom d'idéaux élevés, ce sont de gigantesques stratagèmes pour payer les riches qui servent également à détourner l'attention des travailleurs de la lutte pour le respect de ce qui leur appartient de droit.

La notion d'investissements verts arrive dans un contexte de désinvestissement dans les secteurs des combustibles fossiles, ou de ralentissement de l'investissement. Beaucoup de grandes banques et d'autres cartels du secteur des finances et des assurances, ainsi que des fonds de pension et

d'investissement ont maintenant des politiques sélectives et même restrictives en matière d'investissement dans le carbone. Cela fait partie des luttes intestines de la classe dominante.

Le Renouveau : Le Parti vert est le principal parti à réclamer des investissements dans les énergies de remplacement, les modes de transport de remplacement et d'autres aspects de l'économie verte, alors que les libéraux et le NPD se disputent pour montrer qu'ils ont aussi une légitimation verte. Pouvez-vous commenter ?

Pierre Chénier : La position que projettent les libéraux et le NPD sur les questions environnementales est contredite par des actes considérés comme étant opportunistes. Celle du Parti conservateur est également remise en cause par des campagnes de relations publiques qui le présentent comme un défenseur de l'emploi et de l'économie au détriment de l'environnement. Le fait est que les travailleurs ont raison de ne pas leur faire confiance parce tous se soumettent à des intérêts particuliers d'une façon ou d'une autre. Les tentatives d'« équilibrer l'économie et l'environnement » ou de les opposer sont irrationnelles. L'économie et l'environnement dans lequel elle existe font partie d'un tout. Le rapport des parties au tout peut être appréhendé et l'on peut agir, mais le but doit être intègre.

Les gestes que posent les différents ordres de gouvernement trahissent leur hypocrisie, comme le montrent l'achat par Trudeau du pipeline Trans Mountain pour 4,5 milliards de dollars afin de renflouer Kinder Morgan, les violations par le gouvernement Trudeau de l'esprit de la loi concernant les évaluations environnementales et la trahison de ses promesses de rétablir les relations de nation à nation avec les peuples autochtones qui sont les gardiens de la terre, et ainsi de suite. Il n'y a pas si longtemps, après la victoire électorale du Parti vert à l'élection partielle fédérale dans l'Île de Vancouver, le chef du NPD, Jagmeet Singh, visiblement pris de panique devant la montée du Parti vert, a immédiatement retiré son soutien au projet de 40 millions de dollars de LNG Canada. Ce projet contrôlé par des monopoles étrangers dans le nord de la Colombie-Britannique repose sur la fracturation pour produire son gaz naturel.



De nombreux syndicats et le NPD provincial ont exprimé leur colère face à ce changement soudain de position. Oui, les gens sont en colère, les syndicats étaient en colère, mais tout cela montre que ce ne sont pas les travailleurs qui contrôlent les positions qui sont prises par ces partis, ni d'ailleurs celles prises par la plupart des syndicats. Cela souligne que la principale question en matière d'environnement est de savoir qui décide ce qui est fait et ce qui doit être fait ? Cela montre la nécessité d'investir le peuple du pouvoir de prendre ses affaires en mains.

En ce qui concerne le Parti Vert, le Parti Vert de la Colombie-Britannique fait partie du gouvernement minoritaire provincial qui soutient l'investissement étranger du projet LNG et lui fournit des millions de dollars par ses stratagèmes pour payer les riches.

K.C. Adams : Le New Deal Vert peut être utilisé pour protéger les investissements réels et potentiels dans le combustible fossile en faisant la promotion de ce qu'on appelle des mesures d'extraction à plus faible intensité de carbone dans des projets existants, comme ceux des sables bitumineux, et en investissant dans le captage du carbone et les « combustibles à teneur plus faible en carbone »

comme le gaz naturel. Ainsi, on voit le gouvernement NPD/Vert de la Colombie-Britannique faire la promotion de sa participation au stratagème pour payer les riches lié au projet LNG dans le nord de la Colombie-Britannique, à la fracturation pour produire du gaz naturel, ainsi qu'à la construction du barrage hydroélectrique du Site C, dans le nord-est de la Colombie-Britannique.

Cela pourrait aussi signaler un retour aux investissements dans l'énergie nucléaire comme source verte pour l'alimentation de véhicules électriques ou des camions sans conducteur qui deviendront bientôt chose courante sur les corridors de transport qui sont en cours de construction. Dans la discussion sur la question des investissements dans l'hydroélectricité versus les investissements dans les combustibles fossiles, il ne faut pas oublier qui décide de l'orientation de l'économie et qui elle sert. Les travailleurs du Québec, par exemple, se battent pour que l'hydroélectricité du Québec ne soit pas bradée à des intérêts internationaux pour pratiquement rien.

Le Renouveau : Que pensez-vous des accords privés que l'on dit autochtones ?

Dougal MacDonald : La tentative des élites dirigeantes de séduire les peuples autochtones et les Canadiens en prétendant qu'elles respectent les droits des autochtones est révoltante. C'est devenu à la mode de présenter des excuses pour des crimes d'expropriation et de génocide, puis de continuer comme si de rien n'était. Les Lubicon de l'Alberta savent ce que signifie le pouvoir du gouvernement fédéral de créer des bandes et de les dissoudre comme il veut pour trouver les personnes avec qui il peut s'entendre. C'est pour cela que le système de conseil de bande a été mis en place quand a commencé l'expropriation des Mohawks.

Quand les Premières Nations exigent que soit respecté leur droit d'être consultées, cela est traité avec désinvolture, avec un manque de respect total. Une entreprise peut se dire autochtone, qu'elle soit privée ou publique - ce qui signifie qu'elle négocie sur le marché boursier pour un gain privé, non pas qu'elle sert ce que les Canadiens considèrent généralement comme « le public » - elle peut être à but lucratif ou à but non lucratif, mais le problème reste de savoir qui contrôle la prise de décisions, qui ces décisions servent et comment la responsabilité sociale est définie et appliquée. C'est le problème à résoudre au XXIe siècle.

K.C. Adams : L'insistance que met le New Deal Vert sur la participation des autochtones semble être une initiative pour rallier les dirigeants autochtones à la campagne pour des investissements écologiques et pour d'autres investissements, ouvrir les territoires où ils ont une existence légale, affaiblir la résistance et la revendication d'accords de nation à nation, et les intégrer au courant dominant des possibilités d'investissement conjoint sous le contrôle de l'oligarchie financière. Trois des plus importants projets de développement immobilier en cours à Vancouver sont des investissements des oligarques financiers sur le territoire urbain des Premières Nations où les règlements du Conseil municipal de Vancouver qui limitent la hauteur des édifices, la densité, etc. ne s'appliquent pas. Certains oligarques cherchent des investisseurs ou des partenaires autochtones pour participer au pipeline Trans Mountain et à d'autres pipelines et projets.

Comme Dougal l'a mentionné, le New Deal Vert montre que la question cruciale de la sauvegarde de l'environnement naturel doit être abordée en gardant à l'esprit qui contrôle l'économie et les processus décisionnels. Lorsque les Canadiens examinent les investissements qui sont faits, le PMLC leur demande de tenir compte de leur impact tant sur l'environnement social que sur l'environnement naturel. Sans aucun doute, certains investissements sont plus respectueux de l'environnement que d'autres, toutefois les tentatives d'établir ce qu'il en est réellement nous entraînent dans une recherche irrationnelle parce que même les informations sur les investissements et qui possède quoi ne sont pas des informations publiques. Les Canadiens ne disposent pas des informations qui permettraient de définir si un projet est prosocial. Tant que l'information pertinente sur le sujet n'est pas entre les mains du peuple, le discours et le résultat lui échappent.

Au Canada, comme aux États-Unis, c'est la résistance des peuples autochtones à leur expropriation et aux tentatives d'éteindre leurs droits sur leurs territoires qui protège l'environnement. Leur

opposition de principe aux stratagèmes pour payer les riches, au vol et au pillage de la terre et des ressources et la lutte pour la justice et pour que les droits ancestraux soient garantis sont héroïques et méritent le soutien de tous.

Pierre Chénier : La voix des peuples autochtones en tant que gardiens de la terre est fondamentale, tout comme les initiatives prises par les jeunes pour se construire un avenir meilleur et également le soutien concret que les travailleurs industriels apportent à la lutte des peuples autochtones et à celle des jeunes. Les travailleurs de nationalités autochtones constituent l'avant-garde de la classe ouvrière canadienne. Dans le secteur de la construction, les monteurs d'acier sont des modèles à tous égards. Nous formons une seule classe, un seul peuple et nous devons mettre en place un projet d'édification de la nation qui respecte les droits de tous et de toutes

Récemment, lors de l'inauguration du nouveau pont Champlain à Montréal, les travailleurs de la construction ont pris les devants et ont dit que grâce à nous un plan virtuel est devenu réalité. Nous avons travaillé vingt-quatre heures par jour, sept jours par semaine pendant quatre ans et demi, à quarante sous zéro et à quarante au-dessus, ont-ils dit. Un aîné mohawk a donné la garantie mohawk au pont et, avec cette garantie, les grutiers et tous ceux qui travaillaient sur ce chantier ont fait valoir leurs préoccupations en matière de sécurité, montrant un haut degré de responsabilités sociales. C'était une question de grande fierté pour nous tous.

Personne n'est confus quant aux intérêts que nous avons en commun, mais ceux qui contrôlent le pouvoir politique font tout pour stéréotyper les gens - que ce soit les peuples autochtones, les Québécois, les travailleurs, et ainsi de suite. Avec ces stéréotypes, nous sommes ciblés d'une façon ou d'une autre, criminalisés si nous ne sommes pas d'accord avec ce qu'on nous dit est bon pour nous. Nous devons dénoncer cela. Il faut s'opposer aux manoeuvres de ceux qui veulent diviser la classe ouvrière avec telle ou telle panacée ou poussent les travailleurs à s'en prendre aux peuples autochtones qui résistent. Les travailleurs doivent dénoncer de telles choses.

Le Renouveau : En quoi consiste la politique du New Deal Vert ?

K.C. Adams : Pour mieux comprendre la politique du New Deal Vert et son rapport aux questions importantes actuelles, il faut examiner ce qui est absent de ses déclarations et de son site web. Le New Deal Vert ne dit rien sur la nécessité du renouveau démocratique et sur le fait que le peuple doit s'investir du pouvoir politique pour qu'il puisse parler et agir politiquement en son propre nom, résoudre les problèmes d'une façon qui lui soit favorable et ouvrir une voie vers l'avant. Le New Deal Vert accepte le système politique établi et le processus électoral conçu pour affirmer que les élections donnent un mandat aux partis cartellisés. Avec le New Deal Vert, on cherche à mobiliser le peuple pour qu'il fasse des pressions sur les partis cartellisés et qu'il cède sa titularité, son nom, à d'autres qui prétendent le représenter. Dans le système actuel, le vote signifie que d'autres personnes sur lesquelles nous n'exerçons pas de contrôle sont habilitées à parler en notre nom. Beaucoup de politiciens parlent en faveur du New Deal Vert pour se donner de la crédibilité, mais les citoyens ne contrôlent pas ce qu'ils vont faire ou ne pas faire.

Par exemple, il n'y a rien dans le New Deal Vert au sujet de la lutte pour défendre les droits de tous et toutes. En fait, il n'y a rien du tout sur les droits. On n'y trouve rien sur l'offensive antisociale et comment l'oligarchie financière se sert de cette période de repli de la révolution pour consolider son contrôle global de la richesse sociale que la classe ouvrière produit, attaquer les droits des Canadiens et des peuples partout dans le monde et imposer l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain. Comment peut-on défendre l'environnement alors que la destruction nationale est à l'ordre du jour et que le peuple n'exerce plus aucune autorité sur son propre territoire ? La lutte pour la protection de l'environnement est vraiment une initiative d'édification de la nation sur une nouvelle base historique dans laquelle les gens sont les décideurs.

Le New Deal Vert ne souffle mot de la guerre, des préparatifs de guerre et du complexe militaire industriel du Canada et des États-Unis dans le système impérialiste d'États des États-Unis, et il en va de même pour les quantités effarantes de combustibles fossiles auxquels ces derniers ont recours, sans parler de leur impact sur le climat. Ce sujet est déclaré tabou parce qu'il serait porteur de division.

Le New Deal Vert ne souffle mot des tentatives constantes des États-Unis de provoquer des changements de régime, ni des boycotts, des blocus, des menaces de guerre et d'invasion, des opérations des Forces spéciales et des mercenaires à l'oeuvre dans le monde entier pour renverser des gouvernements ou pour détruire ces pays que l'impérialisme américain ne domine pas. Lors de l'invasion de la Libye, les aquifères des zones désertiques ont été détruits. Les bases militaires des États-Unis et des autres grandes puissances dévastent les terres et les écosystèmes marins partout. Pour pouvoir accaparer librement les ressources de l'Amazonie, du Cachemire, de la Colombie, du Venezuela, de Cuba et des autres pays, les crimes les plus haineux sont commis, dont les coupes à blanc qui causent des dommages massifs, tout comme l'agression et la guerre. Ce n'est pas bon signe que ces faits soient complètement absents de la discussion sur ce qui est nécessaire aujourd'hui pour défendre l'environnement naturel.



**Non
à l'utilisation
des
ressources
pour
la guerre!**

Il est aussi pertinent de mentionner que dans le New Deal Vert la force sociale ou politique qui fait obstacle aux changements désirés n'est pas identifiée. Tout comme quelles sont les forces sociales au Canada et quelles sont leurs positions respectives sur l'économie et la politique du pays et spécifiquement sur les politiques à long terme du New Deal Vert.

Toute discussion sur le bien-fondé du New Deal Vert doit tenir compte de tout cela. Ce qui est absent est très pertinent.

***Le Renouveau* : Plusieurs répondent à ceux qui soulignent ce qui est absent dans le New Deal Vert que soulever ces questions sème la division. L'objectif, disent-ils, est d'unir tout le monde en mettant l'accent sur ce qu'ils ont en commun plutôt que sur ce qui les divise. Que répondez-vous à cela ?**

Dougal MacDonald : C'est malhonnête. En fait, même cette discussion sur ce que les gens ont en commun n'existe pas ! Ce genre de raisonnement vise tout simplement à dissimuler que le peuple ne joue aucun rôle dans la discussion des problèmes auxquels il fait face et est exclu de la décision de l'ordre du jour. L'exclusion est le propre des cartels et des coalitions. Lorsque certains voient la nécessité de discuter des problèmes réels, ils sont traités d'extrémistes et ils sont calomniés. Cela est utilisé comme prétexte pour justifier leur exclusion. Des appels sont lancés à les exclure et ils deviennent l'objet de diffamation. C'est une nouvelle caractéristique du refus d'être politique de la classe dominante qui se livre à la destruction de la nation.

Personne ne veut être exclusif de nos jours, alors accuser ceux qui soulèvent le besoin de la discussion d'extrémisme et les mettre dans le même panier que les fanatiques idéologiques est vraiment un geste de désespoir.

K.C. Adams : En n'identifiant pas quelle force de classe sociale possède et contrôle l'économie

socialisée et sa direction, et contrôle dans les faits la politique du pays ou l'absence de celle-ci, ce qu'on dissimule, c'est qui est servi par ce programme. Les Canadiens doivent identifier les luttes incessantes pour la domination que se livrent les différentes sections de l'oligarchie financière et quelles sont les autorités à différents niveaux aspirent à servir l'une ou l'autre ou les deux à la fois. Il est important que ceux qui sont sous l'influence du New Deal Vert ne se laissent pas entraîner dans les batailles intestines des intérêts privés concurrents de l'oligarchie financière et se rallient à une section contre les autres.

Pierre Chénier : Le PMLC est un ardent défenseur de l'idée que les gens doivent dire ce qu'ils pensent. La lutte de ceux qui se disent environnementalistes contre les accusations diffamatoires, qui sont accusés d'être des agitateurs étrangers ou des terroristes, est également importante. Ils ont le droit de dire ce qu'ils pensent sans être criminalisés, d'exprimer leurs aspirations et de faire de l'agitation pour trouver des solutions aux problèmes auxquels nous faisons face. En participant à l'organisation de leurs pairs et en apportant des solutions aux problèmes, en prenant les choses en mains nous-mêmes, nous nous donnons les moyens, nous nous donnons un pouvoir. Des progrès peuvent être faits de cette façon et cela se fait déjà.

(Reference : <https://greennewdealcanada.ca>)

Reportage photos: les actions pour le climat du 20 septembre

Canada



Partout dans le monde



Envoyez vos articles, photos, rapports, points de vue et commentaires à redactionpmlc@cpcml.ca.